



## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

---

### OBJET DU MARCHÉ N° 2025-26

EXPOSITION DE GAMMARES EN COURS D'EAU ET PLANS D'EAU, ANALYSES SUR GAMMARES DE  
SUBSTANCES TOXIQUES BIOACCUMULEES, ET TESTS D'ECOTOXICITE

CCTP commun aux lots n° 7 à n° 12

Analyses sur gammarès de substances toxiques bioaccumulées

Service responsable de la passation du marché	
<b>Technique :</b>	Département de la connaissance et de la planification / Service Données Techniques 2-4, allée de Lodz 69363 LYON cedex 07
<b>Administratif :</b>	Secrétariat général /Service Achats et Affaires Juridiques 2-4, allée de Lodz 69363 LYON cedex 07

Le présent CCTP contient **21** pages, **6** articles et **5** annexes

## Table des matières

<b>1</b>	<b>OBJET DU MARCHÉ</b>	<b>3</b>
<b>2</b>	<b>CONTEXTE DU MARCHÉ</b>	<b>3</b>
2.1	Présentation de l'objet du marché	3
2.2	Objectifs et enjeux du marché	4
2.3	Planning prévisionnel, échéances et phasages	4
<b>3</b>	<b>DESCRIPTION DU BESOIN</b>	<b>4</b>
3.1	Description détaillée des prestations	4
3.1.1	Dispositions générales	4
3.1.2	Envoi du flaconnage, des consignes de conditionnement et de transport	5
3.1.3	Réception des échantillons au laboratoire	5
3.1.4	Programme d'analyses	6
3.1.5	Les méthodes d'analyses	7
3.1.6	Evolution des méthodes d'analyses	8
3.2	Adaptation des protocoles en cours de marché	8
3.3	Conditions d'exécution	8
3.3.1	Lieu d'exécution	8
3.3.2	Réunions	9
3.3.3	Admission des résultats	9
3.3.4	Délais d'exécution	10
3.3.5	Echanges de données au format EDILABO	10
3.3.5.1	Les fichiers de demandes au format EDILABO	11
3.3.5.2	Les fichiers de résultats	11
3.3.6	Modalités d'échanges sur les prestations facturables	12
3.4	Présentation des intervenants	12
<b>4</b>	<b>EXIGENCES</b>	<b>13</b>
4.1	Mesures de sécurité et d'hygiène	13
4.2	Démarche qualité	13
<b>5</b>	<b>DEMARCHE ENVIRONNEMENTALE</b>	<b>14</b>
<b>6</b>	<b>LIVRABLES</b>	<b>14</b>

## 1 OBJET DU MARCHÉ

---

Le présent marché a pour objet :

- la fourniture de gammare encagés, compatibles avec les exigences des normes Afnor XP T90-721 et XT T90-722 respectivement pour les opérations de bioaccumulation et d'écotoxicité (2 types d'encagements différents) ;
- la réalisation d'opérations d'exposition de gammare en cours d'eau et plans d'eau sur le territoire de la France métropolitaine (hors Corse) ;
- la réalisation, sur des gammare préalablement exposés en cours d'eau ou en plans d'eau, de tests d'écotoxicité basés sur l'activité enzymatique acétylcholinestérase, sur des marqueurs de la reproduction et sur l'alimentation ;
- l'analyse de substances toxiques bioaccumulées dans des gammare préalablement exposés en cours d'eau ou plans d'eau, dans l'objectif de permettre aux agences de l'eau d'évaluer l'état chimique des cours d'eau et plans d'eau de leurs bassins pour ce qui concerne une partie des éléments requis sur le biote (gammare).

Ce CCTP porte sur les analyses de substances toxiques bioaccumulées dans des gammare préalablement exposés en cours d'eau ou en plans d'eau. Il est commun aux 6 lots géographiques suivants :

- Lot n°7 : Analyses sur gammare de substances toxiques bioaccumulées sur le bassin hydrographique Artois Picardie.
- Lot n°8 : Analyses sur gammare de substances toxiques bioaccumulées sur le bassin hydrographique Seine Normandie.
- Lot n°9 : Analyses sur gammare de substances toxiques bioaccumulées sur le bassin hydrographique Rhin Meuse.
- Lot n°10 : Analyses sur gammare de substances toxiques bioaccumulées sur le bassin hydrographique Loire Bretagne
- Lot n°11 : Analyses sur gammare de substances toxiques bioaccumulées sur le bassin hydrographique Rhône Méditerranée.
- Lot n°12 : Analyses sur gammare de substances toxiques bioaccumulées sur le bassin hydrographique Adour Garonne

Chaque lot géographique correspond au territoire d'une agence de l'eau.

## 2 CONTEXTE DU MARCHÉ

---

### 2.1 Présentation de l'objet du marché

Ce marché s'inscrit dans le cadre de l'article 8 de la directive européenne 2000/60/CE du 23 octobre 2000 qui requiert des états membres l'établissement « de programmes de surveillance de l'état des eaux afin de dresser un tableau cohérent et complet de l'état des eaux au sein de chaque district ». Ces programmes concernent les cours d'eau, les plans d'eau, les eaux de transition, les eaux côtières, les eaux souterraines, et sont organisés

autour de contrôles de surveillance, de contrôles opérationnels, de contrôles d'enquêtes et de contrôles additionnels. Ils permettent de déterminer l'état des eaux de surface et des eaux souterraines et de suivre le respect des objectifs environnementaux assignés à ces milieux dans le cadre des Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) des bassins hydrographiques français.

Les prestations décrites dans le présent CCTP sont relatives à la réalisation d'analyses de substances toxiques bioaccumulées après exposition de gammars en cours d'eau et plans d'eau, dans l'objectif de permettre aux agences de l'eau d'évaluer l'état chimique de leurs cours d'eau et plans d'eau pour ce qui concerne une partie des éléments requis sur le biote.

## 2.2 Objectifs et enjeux du marché

L'objectif est d'analyser des lots de gammars préalablement exposés sur des stations réparties sur les cours d'eau et plans d'eau des bassins français métropolitains. En général, chaque agence commande une à trois campagnes d'exposition de gammars par an et par station en vue de réaliser des analyses de substances bioaccumulées.

Dans la suite du présent CCTP, la mention « agence de l'eau » fait référence à l'agence de l'eau du territoire du lot.

## 2.3 Planning prévisionnel, échéances et phasages

Les quantités estimatives annuelles par lot sont indiquées dans l'onglet EF des fichiers BPU-EF-Lot « numéro de lot ».xls.

**Ces quantités estimatives sont données à titre indicatif et ne constituent en aucun cas des éléments contractuels du marché.** A noter que pour le lot 7 (Artois-Picardie), les analyses de bioaccumulation sont généralement commandées une année sur deux, en alternance avec les tests d'écotoxicité : les quantités indiquées correspondent donc à deux années d'exécution.

Le titulaire est chargé, dans le cadre du programme analytique fixé par l'agence (article 3.1.4 du présent CCTP), de :

- ⇒ envoyer au titulaire des lots 1 à 6 le flaconnage nécessaire à l'analyse de l'ensemble des paramètres (article 3.1.2 du CCTP) ;
- ⇒ fournir au titulaire des lots 1 à 6 les consignes de remplissage du flaconnage (article 3.1.2 du CCTP) ;
- ⇒ réceptionner et préparer les échantillons reçus congelés en vue des analyses (article 3.1.3 du CCTP) ;
- ⇒ effectuer les analyses prévues dans le programme analytique (article 3.1.4 du CCTP) ;
- ⇒ transmettre les résultats d'analyses à l'agence et au titulaire des lots 1 à 6 correspondant au même bassin hydrographique dans les conditions définies à l'article 3.3.5.2 et dans les délais impartis (article 3.3.4 du CCTP).

# 3 DESCRIPTION DU BESOIN

## 3.1 Description détaillée des prestations

### 3.1.1 Dispositions générales

Le titulaire s'assure que l'ensemble du personnel participant aux travaux décrits ci-dessous a pris connaissance des présentes prescriptions techniques.

Le titulaire doit réaliser l'ensemble des opérations avec du personnel qualifié et compétent, conformément à la proposition remise à l'appui de son offre.

Le titulaire s'engage à réaliser les prestations qui lui sont demandées dans le respect des prescriptions des normes de qualité d'analyses AFNOR, CEN ou ISO lorsqu'elles existent et qu'elles respectent les critères de performances demandés dans le CCTP. Une méthode différente de la norme peut être utilisée si le titulaire a démontré (suivant un protocole de validation normalisé reconnu) que les résultats obtenus par cette méthode sont comparables à ceux de la méthode normalisée si elle existe. En l'absence de norme analytique de référence, des méthodes internes validées selon un protocole normalisé sont appliquées.

Les demandes de prestations analytiques sont transmises par l'agence exclusivement au format EDILABO (article 3.3.5.1). Les résultats sont également transmis aux agences de l'eau exclusivement au format EDILABO (article 3.3.5.2).

Dans le cas où la prise d'essai est insuffisante pour analyser l'ensemble des paramètres commandés, le titulaire prend contact avec l'agence de l'eau pour déterminer les groupes de paramètres à analyser en priorité.

### **3.1.2 Envoi du flaconnage, des consignes de conditionnement et de transport**

Pour chacune des campagnes, le laboratoire envoie au titulaire des lots 1 à 6 le fichier de l'annexe 5.

Les champs suivants sont préremplis par le titulaire des éléments fournis dans le fichier de demande EDILABO envoyé par l'agence de l'eau :

- le code de la station ;
- le libellé de la station ;
- la date prévisionnelle de prélèvement et le délai d'encagement ;
- le numéro de prélèvement.

Les champs suivants seront remplis à l'issue de la campagne par le titulaire des lots 1 à 6 :

- la date et l'heure réelle d'encagement ;
- la durée de l'encagement en heures ;
- le nom du préleveur réel ;
- le SIRET du préleveur réel ;
- la profondeur de l'encagement dans le cas d'un encagement en plan d'eau

Le titulaire fournit au titulaire des lots 1 à 6, pour chacune des campagnes, le flaconnage nécessaire au rapatriement des échantillons au laboratoire, avec les consignes nécessaires à son remplissage.

Les échantillons devant arriver congelés au laboratoire du titulaire, il fournit également les enceintes et blocs eutectiques nécessaires au rapatriement des échantillons dans les conditions exigées par le présent CCTP.

Le titulaire est responsable de l'acheminement du flaconnage au titulaire des lots 1 à 6, ainsi que du rapatriement des échantillons au sein de son propre laboratoire.

Le fichier de l'annexe 5 rempli des éléments fournis par le titulaire des lots 1 à 6 est retourné au titulaire concomitamment aux échantillons.

### **3.1.3 Réception des échantillons au laboratoire**

Un contrôle des échantillons est effectué par le titulaire à leur réception au laboratoire lors de l'enregistrement. Ce contrôle porte sur la conformité des références, du nombre de flacons, de la température (les échantillons doivent arriver congelés au laboratoire).

**La date et l'heure d'arrivée des différents échantillons, ainsi que leur température doivent être enregistrées pour être restituées à l'agence de l'eau au format EDILABO en même temps que les résultats d'analyses (article 3.3.5.2).**

En cas de non-conformité des éléments contrôlés ci-dessus, le titulaire avertit l'agence de l'eau afin que des actions correctives soient engagées avec le titulaire du marché « Exposition de gammars en cours d'eau et plans d'eau » sur le même bassin hydrographique.

### 3.1.4 Programme d'analyses

Les éléments à analyser sont regroupés en 2 groupes de paramètres (cf. **annexe 2 et annexe 3**) :

- ⇒ 1 groupe de paramètres visant la caractérisation physico-chimique des échantillons (G1) ;
- ⇒ 1 groupe de micropolluants organiques et minéraux (G2).

Le groupe G2 comprend 5 types de paramètres :

- ⇒ des paramètres **prioritaires**, exigés par l'agence (ceux issus des textes réglementaires adoptés ou en projet) ;
- ⇒ des paramètres **recommandés** (ceux pour lesquels l'agence souhaite des résultats) ;
- ⇒ des paramètres **optionnels** (ceux pour lesquels l'agence souhaite des résultats si des techniques analytiques sont d'ores et déjà disponibles) ;
- ⇒ des paramètres **complémentaires**, déterminés par le titulaire conformément à la proposition remise à l'appui de son offre. Ces paramètres **complémentaires** sont ceux que le titulaire est capable d'identifier et de quantifier avec les méthodes analytiques mises en œuvre pour la détermination des paramètres prioritaires, recommandés et optionnels dans le cadre du présent marché ;
- ⇒ des paramètres **supplémentaires**, également déterminés par le titulaire conformément à la proposition remise à l'appui de son offre. Ces paramètres sont ceux que le titulaire est capable d'identifier et de quantifier par l'ensemble des autres méthodes analytiques qu'il est capable de mettre en œuvre (« catalogue » du laboratoire).

Ces paramètres **complémentaires** et **supplémentaires** sont ceux ajoutés à l'**annexe 2, dans son offre, par le titulaire** suivant les modalités décrites au Règlement de la Consultation. Ils sont contractuels et le titulaire est tenu de les analyser s'ils sont commandés par l'agence.

Une **famille tarifaire** est ainsi affectée à chaque paramètre selon la technique analytique mise en œuvre. À chaque famille tarifaire, correspond un prix unitaire de l'onglet « BPU » du fichier « BPU-EF-Lot « numéro de lot ».

Une famille tarifaire peut ainsi comprendre des paramètres **prioritaires** et/ou **recommandés** et/ou **complémentaires**, et/ou **optionnels** ou bien uniquement des paramètres **supplémentaires**.

En effet, les paramètres **supplémentaires**, par définition, ne peuvent pas être inclus dans une famille tarifaire comportant des paramètres prioritaires, recommandés, complémentaires ou optionnels.

Pour les paramètres du groupe G1, ainsi que pour les paramètres **prioritaires, recommandés et optionnels** du groupe G2, la fraction d'analyse et l'unité sont fixées par l'agence de l'eau. Pour les paramètres **complémentaires** et **supplémentaires**, l'unité sera renseignée par le titulaire, conformément à la proposition remise à l'appui de son offre. La fraction « gammare entier » est imposée.

Chaque groupe ou famille tarifaire (pour le groupe G2) peut être commandé indépendamment (émission d'un bon de commande, en application de l'onglet « BPU » du lot concerné dans le ~~du~~ fichier « BPU-EF Bioacc-Lot ~~« numéro de lot.. »~~ »).

Le tableau constituant l'**annexe 2** précise, pour chaque paramètre :

- ⇒ le support à analyser (gammare) ;
- ⇒ la fraction du support à analyser (gammare entier) ;
- ⇒ le type de paramètre (« prioritaire » ou « recommandé ») ;
- ⇒ la limite de quantification cible souhaitée ;
- ⇒ l'unité dans laquelle est exprimée la limite de quantification cible souhaitée.

Pour l'exécution des analyses, le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des éléments contenus dans l'**annexe 2**, qu'ils soient préremplis par l'agence ou complétés par ses soins. L'**annexe 2** au présent CCTP, telle que complétée par le titulaire dans la proposition remise à l'appui de son offre est donc, au même titre que les autres annexes, contractuelle et s'applique au présent marché.

Si le support est présent en quantité insuffisante pour réaliser l'ensemble des analyses, le titulaire prend contact avec l'agence de l'eau pour déterminer les groupes de paramètres à analyser en priorité. Le laboratoire analysera par ordre de priorité : (i) les paramètres prioritaires, (ii) les paramètres recommandés, (iii) les paramètres complémentaires, (iiii) les paramètres optionnels.

Le laboratoire sera rétribué de la manière suivante :

- La ligne de BPU n'est pas payée si 75 % ou moins des paramètres de la ligne sont rendus et admis ;
- La ligne de BPU est payée à 100 % si plus de 75 % des paramètres de la ligne (> 75 %) sont rendus et admis.

### 3.1.5 Les méthodes d'analyses

Pour les substances chimiques, les limites de quantification doivent respecter la version en vigueur de l'avis relatif aux limites de quantification des couples « paramètre-matrice » de l'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques en application de la version en vigueur de l'arrêté portant sur les modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du code de l'environnement<sup>1</sup>.

Afin de garantir la qualité des données de mesure, le titulaire s'engage à réaliser les analyses dans le respect des prescriptions des normes AFNOR, CEN ou ISO lorsqu'elles existent, et à ce qu'elles répondent aux performances analytiques demandées par l'agence.

Les méthodes d'analyse utilisées par le titulaire doivent être (par ordre décroissant de priorité) :

- ⇒ des méthodes pour lesquelles le titulaire est agréé ;
- ⇒ des méthodes pour lesquelles le titulaire est accrédité selon le référentiel NF EN ISO 17025 (ou référentiel équivalent – l'équivalence devra être précisément argumentée dans l'offre si cette option est choisie) ;
- ⇒ en l'absence d'accréditation, des méthodes validées pour le domaine d'application considéré (matrice et gamme de concentration) suivant les exigences de la norme NF EN ISO 17025 (ou référentiel équivalent – l'équivalence devra être précisément argumentée dans l'offre). Le référentiel technique de caractérisation

---

<sup>1</sup> A la date de rédaction du présent CCTP :

Arrêté du 26 juin 2023 portant modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du code de l'environnement NOR : DEVL1128052A.

Avis du 19 octobre 2019 relatif aux limites de quantification des couples « paramètre-matrice » de l'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques NOR : TREL1924024V.

de performances des méthodes d'analyse des eaux est la norme NF T 90-210 (2018 ou plus récente). Les incertitudes devront être établies suivant la norme NF ISO 11352<sup>2</sup>.

Durant la durée du marché (y compris les reconductions éventuelles), et pour chaque substance, le titulaire garantit la validité des méthodes utilisées, ainsi que l'incertitude et la limite de quantification spécifiées dans son offre (**annexe 2** complétée).

Le titulaire justifie dans un document synthétique les performances des méthodes proposées. Il précise sa politique quant à la correction des résultats par le rendement d'extraction et les blancs.

Le titulaire tient à disposition de l'agence la justification des méthodes utilisées pour tout ou partie des résultats. Leur traçabilité documentaire devra donc être assurée.

Pour les cas particuliers des énantiomères et des paramètres calculés<sup>3</sup> (exemples : S-Métolachlore, Fosétyl-Al...), une notice technique décrit, pour chacun de ces paramètres, les techniques analytiques mises en œuvre et les modalités de rendu des résultats. Cette notice est intégrée à l'offre technique du titulaire remise à l'appui de son offre.

Le titulaire signale à l'agence préalablement à la campagne d'analyse concernée toutes modifications des méthodes d'analyse ou de leurs performances.

Au moins une fois par année et si besoin par une procédure simplifiée, le titulaire s'engage à vérifier expérimentalement qu'il respecte toujours les performances analytiques déclarées en termes de limites de quantification, de niveaux d'incertitude, de rendement d'extraction et de blancs de méthode (vérification sur échantillon naturel avec mise en œuvre de l'ensemble de la méthode d'analyse, vérification des rendements...). En cas de modification de ces performances, le laboratoire en charge des analyses doit impérativement en avvertir l'agence.

### 3.1.6 Evolution des méthodes d'analyses

Le laboratoire informe l'agence, dès que possible, de toutes les éventuelles modifications de méthodes d'analyses à prendre en compte pour l'année suivante. Après acceptation de l'agence, la liste de paramètres annexée au CCTP fait l'objet d'une mise à jour sur les caractéristiques de la nouvelle méthode (LQ, incertitudes, accréditation, etc.). En aucun cas, les changements de méthodes ne sont à l'origine d'une augmentation de prix ou d'une dégradation de la qualité de résultat de l'analyse.

## 3.2 Adaptation des protocoles en cours de marché

L'entrée en vigueur de nouvelles réglementations ou de nouveaux protocoles à appliquer aux masses d'eau superficielles concernées par la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) peut nécessiter des adaptations techniques au présent marché en cours d'exécution.

L'incidence financière éventuelle sera évaluée par les services de l'agence de l'eau et pourra donner lieu, le cas échéant, à la modification du marché, dans le respect des dispositions de l'article L. 2194-1 et suivants du code de la commande publique.

## 3.3 Conditions d'exécution

### 3.3.1 Lieu d'exécution

---

<sup>2</sup> NF ISO 11352:2012 : Qualité de l'eau - Estimation de l'incertitude de mesure basée sur des données de validation et de contrôle qualité.

<sup>3</sup> Ne concernent pas le cas des sommes arithmétiques.



Le présent marché se déroule sur les 6 grands bassins hydrographiques de la France métropolitaine (Corse non concernée). Cf. article 2.2 du CCTP.

### 3.3.2 Réunions

Pour la première année d'exécution, une réunion de démarrage avec le titulaire et le titulaire du lot « Exposition de gammars en cours d'eau et plans d'eau, et tests d'écotoxicité » sur le bassin hydrographique concerné a lieu dans les locaux de l'agence de l'eau, à l'initiative de l'agence de l'eau, dès la notification du marché.

Pour chaque année d'exécution, en cas de reconduction, une réunion est organisée (en présentiel ou visioconférence), au début de l'année afin d'établir le bilan de l'année écoulée et échanger sur le programme de l'année en cours (mêmes participants). L'ordre du jour ainsi que les présentations prévues par les différents intervenants sont communiqués par mail au titulaire au moins quinze jours calendaires avant la date de la réunion.

En fonction des besoins, l'agence de l'eau peut programmer des réunions complémentaires en visioconférence ou en présentiel en cours d'année d'exécution.

### 3.3.3 Admission des résultats

Le titulaire doit rendre l'ensemble des résultats d'une campagne d'exposition de gammars, c'est-à-dire tous les paramètres du groupe G1 et tous les paramètres de chaque famille tarifaire pour G2.

A réception de ces résultats, l'agence de l'eau se réserve 30 jours calendaires pour prononcer leur admission. À l'issue de ces 30 jours, l'absence de remarque de la part de l'agence de l'eau signifie une admission implicite des résultats.

Dans le cas où l'agence de l'eau estime que les résultats peuvent être admis moyennant une rectification ou une confirmation, elle en informe le titulaire du marché en l'invitant à confirmer ou renvoyer les résultats corrigés dans un délai de 30 jours.

Dans le cas où un résultat d'analyse n'est pas rendu conformément à la proposition remise à l'appui de son offre (LQ modifiée, résultat non rendu sous accréditation...), une explication est attendue dans la balise <CommentairesAna>. En l'absence d'explication ou d'explication non recevable, l'agence se réserve le droit d'appliquer une réfaction sur la facture correspondante.

Les réponses apportées par les laboratoires aux demandes de confirmation formulées par l'agence sont pour la majorité des réponses types, par exemples : résultat confirmé par traçabilité, résultat confirmé par plusieurs techniques, résultat confirmé par une seconde analyse...

Dans son offre technique, le titulaire fournit la liste des réponses types qu'il est susceptible d'apporter et détaille les modalités correspondantes. Il veille, par ailleurs, à ce que ces réponses types soient explicites, par exemple :

- ⇒ valeur confirmée par traçabilité (vérification des blancs, de l'étalonnage, des points de contrôle) ;
- ⇒ valeur élevée rendue avec la technique « à préciser » et confirmée par la technique « à préciser » ;
- ⇒ etc.

Les modalités de mise en œuvre d'une seconde analyse pour confirmation (avec ou sans demande de confirmation de l'agence) sont détaillées dans l'offre technique du titulaire.

Dans le cas où l'analyse n'est pas confirmée et qu'une correction doit être apportée :

- ⇒ le titulaire renvoie dans un fichier au format EDILABO (cas général) ou dans un fichier au format Excel, le résultat corrigé seul (les résultats non corrigés doivent être absents de cet envoi) ;
- ⇒ le titulaire envoie à l'agence sa réponse écrite à la demande de confirmation de valeur.

Au-delà des 30 jours après réception des fichiers de résultats, l'agence de l'eau se réserve la possibilité de demander au titulaire des informations complémentaires sur les résultats reçus, sans toutefois en contester l'admissibilité.

**Dans le cas où des résultats ne peuvent être admis, l'agence en informe le titulaire dans un délai de 30 jours calendaires à compter de la date de réception des résultats. Ce dernier, est alors tenu de recommencer les prestations à ses frais.**

**Dans le cas où les prestations objets du litige ne pourraient être ~~reprogrammées~~refaites, l'agence se réserve le droit d'appliquer une réfaction sur la facture correspondante.**

### 3.3.4 Délais d'exécution

Sauf stipulation différente du bon de commande, les prestations doivent être exécutées dans les délais suivants :

- ⇒ À chaque début d'année d'exécution (avant le 1<sup>er</sup> mars), une réunion est organisée (en présentiel ou visioconférence) avec le titulaire et le titulaire du lot « Exposition de gammes en cours d'eau et plans d'eau, et tests d'écotoxicité » afin d'établir le bilan de l'année écoulée et le programme de l'année en cours.
- ⇒ Les prestations analytiques sont rendues dans un délai de 60 jours maximum après réception des échantillons au laboratoire ;

Le délai de transmission des résultats d'analyses est calculé pour le groupe G1 ou chaque famille tarifaire pour le groupe G2, en prenant la différence entre **la date et l'heure de dépôt du fichier EDILABO** contenant le résultat du dernier paramètre rendu et **la date et l'heure d'arrivée de l'échantillon au laboratoire**. Aucune autre forme de rendu des résultats, autre que les fichiers EDILABO, n'est prise en compte pour le calcul du délai de transmission des résultats.

Ce délai, exprimé en jours calendaires, est celui utilisé pour le calcul des éventuelles pénalités de retard (article 13 du CCAP).

### 3.3.5 Echanges de données au format EDILABO

À la date de notification du marché, la version du scénario EDILABO utilisée sera la V1.0 pour l'agence de l'eau Artois Picardie, et la V1.1 pour l'ensemble des autres agences.

L'agence de l'eau peut, en cours d'exécution du marché, faire évoluer la version du scénario. Elle en avertit le titulaire dans un délai de 6 mois minimum avant la date de remise des données.

Les spécifications de ces échanges sont disponibles aux adresses :

Pour la version 1.0 :

[http://www.sandre.eaufrance.fr/urn.php?urn=urn:sandre:scenario-d-echanges:COM\\_LABO:FRA::ressource:1.0:::pdf](http://www.sandre.eaufrance.fr/urn.php?urn=urn:sandre:scenario-d-echanges:COM_LABO:FRA::ressource:1.0:::pdf)

[http://www.sandre.eaufrance.fr/urn.php?urn=urn:sandre:scenario-d-echanges:LABO\\_DEST:FRA::ressource:1.0:::pdf](http://www.sandre.eaufrance.fr/urn.php?urn=urn:sandre:scenario-d-echanges:LABO_DEST:FRA::ressource:1.0:::pdf)

Pour la version 1.1 :

[https://www.sandre.eaufrance.fr/sites/default/files/document-sandre/sandre\\_scenario\\_COM\\_LABO\\_1.1.pdf](https://www.sandre.eaufrance.fr/sites/default/files/document-sandre/sandre_scenario_COM_LABO_1.1.pdf)

[https://www.sandre.eaufrance.fr/sites/default/files/document-sandre/sandre\\_scenario\\_LABO\\_DEST\\_1.1.pdf](https://www.sandre.eaufrance.fr/sites/default/files/document-sandre/sandre_scenario_LABO_DEST_1.1.pdf)

### 3.3.5.1 Les fichiers de demandes au format EDILABO

Les bons de commandes adressés par l'agence de l'eau au titulaire du marché ne mentionnent que les nombres de prestations à réaliser par type de prestation (cf. l'onglet « BPU » du fichier BPU-EF-Lot « numéro de lot ») et les références des fichiers XML de demandes de prestations au format EDILABO.

Le détail des prestations à réaliser est fourni **exclusivement** sous forme électronique au format EDILABO.

Le destinataire des demandes EDILABO est le **titulaire** du marché, ces demandes pouvant concerner **plusieurs** prestataires d'analyses dans le cas d'une sous-traitance ou d'une co-traitance.

Les demandes seront des demandes d'analyses.

Le titulaire s'engage à pouvoir lire et traiter les demandes EDILABO **sans ressaisie manuelle** et reprendre dans les fichiers de résultats certains des éléments de la demande (cf. ci-après).

### 3.3.5.2 Les fichiers de résultats

Le titulaire du marché, par ailleurs unique destinataire des demandes, est **l'unique responsable** de la transmission des résultats à l'agence de l'eau.

Les résultats de laboratoire sont exclusivement rendus à l'agence **sous forme électronique au format EDILABO**, à l'exclusion de toute autre forme de rendu (bulletin papier, fichiers divers).

Ces mêmes résultats seront rendus au titulaire des lots 1 à 6 au format QUESU\_CSV\_ANA.csv défini par le SANDRE, dans un délai de 60 jours à compter de la date de réception des échantillons (l'agence de l'eau doit impérativement être en copie de cet envoi) :

[https://www.sandre.eaufrance.fr/ftp/documents/fr/scn/quesu\\_phy/3.1/sandre\\_sc\\_quesu\\_phy\\_csv\\_3.1.pdf](https://www.sandre.eaufrance.fr/ftp/documents/fr/scn/quesu_phy/3.1/sandre_sc_quesu_phy_csv_3.1.pdf)

Les fichiers de résultats doivent être conformes au contexte d'échange n°1 défini par le SANDRE (« message Envoi de résultats ») et respecter le **code de la demande**, les **codes de prélèvement**, les **fractions analysées** et **unités** par paramètre **spécifiés et imposés** dans la demande.

Le rendu des résultats, en particulier les date et heure de prélèvement (encagement), doit être cohérent avec les identifiants fonctionnels du code de prélèvement attribué par l'agence : station, support de prélèvement, date début et délai de la période prévisionnelle du prélèvement (encagement).

Le préleveur rendu **dans la balise <Prelevement/Preleveur>** du fichier de résultats est le **préleveur réel**, qui peut être différent de celui spécifié dans la demande (cf. 3.1.2).

Pour les plans d'eau, les **profondeurs réelles** d'encagement associées à la zone verticale « profondeur quelconque » est également rendue au format EDILABO.

Outre les informations obligatoires définies par le SANDRE, les informations suivantes, respectant les codifications du SANDRE, **doivent** être transmises dans le fichier EDILABO de résultats :

- ⇒ l'heure de l'opération;
- ⇒ la durée du prélèvement (balise <DureePrel>) ;
- ⇒ en EDILABO V1.1 uniquement, la réalisation ou non du prélèvement est obligatoire (balise <RealisePrel>). Dans le cas du constat **sur place** d'une impossibilité de réaliser le prélèvement (assec, ...), l'heure du (non) prélèvement doit être renseignée ;
- ⇒ en EDILABO V1.1 uniquement, les coordonnées du prélèvement en degré décimal (5 décimales - balises <CoordXPrel>, <CoordYPrel>) exprimées en WGS84 (<ProjectPrel> = 31) sauf si l'obtention de ces coordonnées est impossible (absence de signal GPS) ;
- ⇒ l'accréditation et la méthode du prélèvement ;

- ⇒ en EDILABO V1.1 uniquement, l'agrément du prélèvement ;
- ⇒ la référence de l'échantillon au laboratoire ;
- ⇒ la date et l'heure de réception des échantillons au laboratoire ;
- ⇒ la température de l'échantillon au laboratoire (commémoratif 11) ;
- ⇒ la limite de quantification (exprimée dans la même unité que le résultat) ;
- ⇒ la limite de détection (exprimée dans la même unité que le résultat) ;
- ⇒ l'incertitude analytique à la valeur de la LQ en utilisant un facteur d'élargissement  $k=2$  (balise <IncertAna> pour EDILABO 1.0, balise <IncertElarAna> pour EDILABO 1.1) ;
- ⇒ la méthode d'analyse ;
- ⇒ la méthode de fractionnement ;
- ⇒ la méthode d'extraction ;
- ⇒ l'accréditation ou pas du paramètre dans le rapport d'essai ;
- ⇒ l'agrément ou pas du paramètre dans le rapport d'essai ;
- ⇒ Les éventuels commentaires liés à l'encagement, à l'échantillon ou à l'analyse. Ils sont soigneusement renseignés pour signaler tout évènement utile à l'interprétation et la compréhension des prestations de prélèvement (exemple : encagement non réalisé et justification associée) et d'analyse (exemples : LQ modifiée et justification associée, résultat calculé...) ;
- ⇒ le laboratoire ayant réalisé l'analyse (balise <Analyse/Laboratoire>), si l'analyse a été confiée à un cotraitant et/ou sous-traitant.

En sus, pour ce qui concerne spécifiquement les plans d'eau :

- ⇒ la profondeur réelle de l'encagement(commémoratif 6 pour EDILABO V1.0 ; balise <ProfondeurPrel> pour EDILABO V1.1).

Conformément au SANDRE, le code remarque 0 est réservé aux analyses qui ne sont pas faites. Pour les analyses en attente de résultats, la balise <Analyse> est absente du fichier.

- ⇒ Pour les analyses faites, seuls les codes remarque 1 et 10 sont acceptés

### 3.3.6 Modalités d'échanges sur les prestations facturables

Afin de limiter les refus de facture par l'agence de l'eau liés à un différend sur les prestations facturables, le titulaire transmet pour chaque projet de facture, et **préalablement à l'envoi de celle-ci**, un fichier texte, dont la structure est définie en **annexe 4**, contenant les références des prestations incluses au projet de facture. Ce fichier permet à l'agence de l'eau concernée de donner son accord préalable sur les prestations considérées comme facturables par le titulaire.

Par ailleurs, les factures transmises à chaque membre du groupement correspondantes aux bons de commande qui leur sont propres doivent reprendre le numéro du marché concerné par les prestations réalisées, le numéro du bon de commande, les lignes et libellés facturés devant correspondre exactement à l'onglet « BPU » du fichier BPU-EF Bioacc-Lot .. » conformément à l'article 7.1.1 du CCAP.

## 3.4 Présentation des intervenants

Le titulaire communique à l'agence, dès notification, le nom de l'interlocuteur attitré qu'il désigne pour l'exécution du présent marché. Il communique également le nom de son remplaçant en cas d'absence (congés, maladie, etc.). L'agence doit disposer de courriels et de leurs coordonnées téléphoniques.

Ses missions sont les suivantes :

- prendre en charge les demandes EDILABO émises par l'agence ;
- gérer la coordination des interventions avec le titulaire des lots 1 à 6 ;
- assurer le suivi des analyses ;

- transférer les résultats aux agences au format EDILABO ;
- transférer les résultats au titulaire des lots 1 à 6 au format QUESU\_CSV\_ANA.csv ;
- répondre aux questions techniques (compréhension sur le rendu des résultats, demandes de confirmation de résultats, etc.) ;
- apporter des précisions sur les formes recherchées de certaines molécules et/ou les méthodes d'analyses mises en œuvre ;
- informer l'agence en cas de modification dans le rendu des paramètres (LQ, méthodes, incertitudes, etc.) ;
- suivre l'exécution du marché y compris la facturation.

Le nom et les coordonnées du référent de chaque lot du marché seront communiqués au titulaire à la notification du marché.

## 4 EXIGENCES

---

### 4.1 Mesures de sécurité et d'hygiène

Le titulaire veille à faire appliquer par son personnel l'ensemble des règles de sécurité et d'hygiène nécessaires à la réalisation des opérations demandées dans le présent CCTP.

### 4.2 Démarche qualité

Le titulaire s'engage, en soumissionnant au présent marché, à respecter les préconisations du présent CCTP. Il applique un système de gestion de la qualité conforme à la norme NF EN ISO 17025 ou à toute autre norme équivalente (l'équivalence éventuelle est à justifier par le titulaire).

Le titulaire est chargé de la coordination des prestations (chaque co-traitant est cependant juridiquement responsable de l'exécution ou de l'inexécution des prestations qu'il a en charge). En cela :

- ⇒ il s'assure que l'ensemble de ses éventuels co-traitants et/ou sous-traitants respecte les préconisations du présent CCTP ;
- ⇒ il s'assure que l'ensemble de ses éventuels co-traitants et/ou sous-traitants applique des systèmes de gestion de la qualité conforme à la norme NF EN ISO 17025 ou à toute autre norme équivalente (l'équivalence éventuelle est à justifier par le titulaire).

Dans le cas où, pour une substance donnée, le titulaire se réclame dans son offre d'un système d'assurance qualité (accréditation par exemple), les résultats pour cette substance doivent, sauf exception dûment justifiée et acceptée par l'agence, être remis sous couvert de ce système qualité.

Le titulaire met en œuvre, pour chaque méthode, les contrôles nécessaires permettant d'assurer la fiabilité des résultats (participation à des essais interlaboratoires, utilisation de matériaux de référence, ajouts dosés, étalons marqués, cartes de contrôle, blancs et doubles analytiques...). Le titulaire s'engage à fournir la synthèse des résultats de ses tests interlaboratoires ou autres contrôles sur demande de l'agence.

Des audits ou contrôles peuvent être réalisés par l'agence ou par un organisme indépendant dûment mandaté par l'agence pour vérifier la conformité des opérations au cahier des charges et à l'offre du titulaire. Le titulaire en est informé par courrier.

## 5 DEMARCHE ENVIRONNEMENTALE

Les agences de l'eau, établissements publics de l'Etat placés sous la tutelle du Ministère de la Transition écologique, se doivent de soutenir la mise en œuvre de démarches environnementales dans le cadre de l'exécution de ses marchés.

Le titulaire et ses sous-traitants/co-traitants éventuels doivent mettre en œuvre des procédures pour limiter l'impact environnemental de leurs interventions dans le cadre de ce marché : certifications environnementales, actions pour limiter les rejets de substances toxiques dans l'environnement, actions pour limiter les émissions de carbone, actions en matière de recyclage des déchets de laboratoire, etc.

## 6 LIVRABLES

Les livrables ci-dessous devront être transmis selon les modalités ci-après :

Livrables	Référence du CCTP (Article)	Délai de transmission	Format et mode de transmission
<b>TRANSMISSION DES RESULTATS D'ANALYSES</b>			
Résultats d'analyse par campagne.	3.3.5.2	Maximum 60 jours calendaires à compter de la date de réception des échantillons	Fichier à transmettre au format EDILABO via la plateforme de dépôt de l'outil de bancarisation de l'agence
Admission des résultats : demandes de confirmation	3.3.3	Maximum 30 jours calendaires à compter de l'envoi de la demande de confirmation	Fichier .xlsx ou .ods par courrier électronique
Evolution des méthodes d'analyses	3.1.6	Dès que possible	Par courrier électronique
<b>EXECUTION DU MARCHE</b>			
Pré-facturation	3.3.6	Après réception d'un fichier de « synthèse prestation » fourni par l'agence	Fichier texte

## ANNEXES au CCTP

---

Annexe 1 - Présentation générale des agences de l'Eau

Annexe 2 - Liste des paramètres à analyser

Annexe 3 - Exemple de remplissage de l'annexe 2

Annexe 4 - Structure des fichiers préalables aux facturations

Annexe 5 - Structure des fichiers d'échanges des éléments relatifs aux prélèvements.

## Annexe 1

### PRESENTATION GENERALE DES AGENCES DE L'EAU

---

#### Les six agences de l'eau

#### Une mission commune pour l'eau, la biodiversité, le littoral

##### UNE AMBITION : LE BON ÉTAT DES EAUX

Créées par la loi sur l'eau de 1964, les agences de l'eau sont des établissements publics de l'État. Elles assurent une mission d'intérêt général visant à gérer et à préserver la ressource en eau et les milieux aquatiques.

Placées sous la tutelle du Ministère de la Transition écologique, les agences de l'eau perçoivent des redevances en provenance de tous les usagers de l'eau selon le principe du « pollueur-payeur » et « préleveur-payeur ». Chaque euro prélevé est réinvesti sous forme d'aides aux collectivités, acteurs économiques et agricoles pour financer des actions favorisant la reconquête du bon état de l'eau.

##### Les agences de l'eau :

- **Des acteurs incontournables** de la mise en œuvre des politiques publiques nationales et européennes de l'eau,
- **Un savoir-faire dans l'accompagnement de proximité** des collectivités et des acteurs économiques et non économiques,
- **Un modèle de gestion intégrée** de la ressource en eau par bassin versant partagé à l'échelle internationale,
- **Une expertise** des enjeux de l'eau sur les territoires,
- **Un fonctionnement financier incitatif**, levier de la transition écologique et solidaire,
- **Un système économique**. Des redevances perçues pour financer des projets pour l'eau et la biodiversité par des leviers d'actions facilement mobilisables :
  - subventions,
  - avances remboursables,
- **Des aides financières et des appels à projets pour :**
  - financer des projets territoriaux prioritaires,
  - faire converger enjeux environnementaux et développement des territoires,
  - susciter des actions encourageant la résilience des territoires au changement climatique,
  - promouvoir l'innovation.

#### ENSEMBLE, CONTRIBUONS À RELEVER LES DÉFIS DE L'EAU !

##### 6 agences au plus près des territoires

**Leur mission :** aider les collectivités, les industriels, les agriculteurs, les associations de pêche et de protection de la nature dans le financement, l'accompagnement et la valorisation de tous projets et initiatives visant à préserver la ressource en eau et la biodiversité dans chaque bassin hydrographique sous climat changeant.



-> plus de 1600 collaborateurs expérimentés et engagés sur tout le territoire

#### 4 grandes priorités :

- Gérer et partager les ressources en eau,
- Restaurer les milieux aquatiques, leur fonctionnement naturel et la biodiversité,
- Garantir le bon état des eaux en réduisant les pollutions de toutes origines et par temps de pluie,
- Agir pour préserver et restaurer la qualité et les habitats naturels des eaux côtières.

#### Un enjeu fort : l'adaptation au changement climatique.

Pour anticiper les conséquences du changement climatique, les agences se sont dotées d'un plan d'adaptation et y consacrent déjà plus de 40 % de leurs aides de 2019 à 2024.

Agence de l'eau Artois-Picardie : <https://www.eau-artois-picardie.fr/>

Agence de l'eau Seine-Normandie : <https://www.eau-seine-normandie.fr/>

Agence de l'eau Rhin-Meuse : <https://www.eau-rhin-meuse.fr/>

Agence de l'eau Loire-Bretagne : <https://agence.eau-loire-bretagne.fr/>

Agence de l'eau Rhône-Méditerranée et Corse : <https://www.eaurmc.fr/>

Agence de l'eau Adour-Garonne : <https://www.eau-adour-garonne.fr/>

## Annexe 2

### Liste des paramètres à analyser

---

Voir fichier : Annexe 2 - Liste des paramètres à analyser.xlsx

## Annexe 3

### Exemple de remplissage de l'annexe 2

---

Voir fichier : Annexe 3 - Exemple remplissage de l'annexe 2.xlsx

## Annexe 4

### Structure des fichiers préalables aux facturations

---

Voir fichier : Annexe 4 - Structure des fichiers préalables aux facturations.docx

## Annexe 5

### Structure des fichiers d'échanges des éléments relatifs aux prélèvements

---

Voir fichier : Annexe 5 - Structure des fichiers prélèvements.xlsx